

## **Contrôle d'identité discriminatoire au centre commercial Aushopping Grande-Synthe et refus d'entrée dans l'enceinte**

Le vendredi 8 janvier 2021 entre 17h et 18h30, les équipes de Human Rights Observers, Mobile Refugee Support, puis de Solidarity Border ont assisté à des contrôles au faciès de la part des Forces de l'Ordre à l'entrée du centre commercial Aushopping Grande-Synthe. En effet, des agents de C.R.S. ont procédé à des contrôles d'identité totalement discriminatoires, et qui ont mené à empêcher l'accès dans l'enceinte du centre commercial de Auchan aux personnes identifiées par les agents comme des personnes exilées. Certaines de ces personnes se sont même vu refuser l'accès sans qu'un contrôle d'identité soit effectué.

Les témoins de la scène ont pu constater que les agents des forces de l'ordre laissaient l'entrée libre à toute personne de type caucasien sans procéder à un contrôle de leur identité, tandis que les autres étaient systématiquement contrôlés et une dizaine d'entre eux furent empêchés d'entrer. Le comportement général des C.R.S. contrevenait par ailleurs totalement aux règles déontologiques qui leur sont imposées.

Sur demande des équipes de HRO, les agents C.R.S. ont expliqué agir sur réquisition du Procureur de la République. Cela ne justifie en aucun cas un tel contrôle d'identité discriminatoire. Comme l'a rappelé le Conseil Constitutionnel dans une décision de 2017, *les contrôles d'identité doivent s'opérer en se fondant exclusivement sur des critères excluant toute discrimination*<sup>1</sup>.

Ce n'est pas la première fois que les personnes exilées qui habitent aux alentours de Grande-Synthe nous témoignent du fait d'être empêchés d'exercer leur droit d'aller et venir au sein de ce magasin à la suite de contrôle de ce type.

Nous condamnons ces pratiques choquantes, qui nous sont apparues comme étant totalement illégales. Une interpellation au Procureur de la République de Dunkerque et au Préfet du Nord sera faite au plus vite sur cet évènement, ainsi qu'une saisine de l'IGPN et du DDD.

Human Rights Observers

Auberge des Migrants

Solidarity Border

Mobile Refugee Support

LDH- Dunkerque

SAVE

### **Contacts presse :**

Chloé Smidt (Human Rights Observers) : 06 18 49 53 86

Akim Toualbia (Solidarity Border) : 06 50 92 59 75

---

<sup>1</sup> Conseil Constitutionnel Décision n° 2016-606/607 QPC du 24 janvier 2017.